

impac

SPÉCIAL

8^e CONGRÈS
filpac cgt

• mercredi 25 novembre 2015

CPPAP : 0715 S 07535
numéro

4

DÉBAT / PAGES 2-4

Débat sur le rapport d'activité



INTERVENTION / PAGE 6

L'Oit, une institution mal connue en France



DÉBAT ORIENTATIONS / PAGE 9

Tournés vers l'avenir



L'ÉDITO

La réalité à bras-le-corps

PAR JEAN GERSIN

À ce stade du congrès, la situation réelle s'est emparée des travaux. Non pas qu'aux figures imposées ont succédé les figures libres, mais prendre le parti de l'avenir suppose de bien mesurer le présent.

Et ce présent n'aime rien moins que l'eau tiède, les faux-semblants qui cachent de grandes redditions, les dos courbés et le conformisme de courbettes.

Bernard Thibault l'a soufflé au détour de son vibrant plaidoyer pour une Oit de combat, la troisième guerre mondiale est d'abord une guerre sociale.

Et Michaloux, Plenel avec Peillon, juste à côté du congrès, ont égayé une vision d'une fin d'État de droit sur fond de mafia financière, d'évasion fiscale et de corruption d'en haut.

Alors, on sort les mouchoirs ? Ou bien on prend la situation telle qu'elle est vraiment, à bras-le-corps ? Avons-nous le courage de perpétuer notre héritage de combat et de le risquer dans les luttes du moment ?

Il ne s'agit pas seulement de résistance au fatalisme. « À quoi bon, vous faites de la politique, alors que le syndicalisme, le vrai, est affaire de chiffres et de réalisme. Et puis l'opinion... »

Refonder l'espoir et avec lui la solidarité, si nécessaires à l'engagement, c'est s'émanciper des idées reçues.

Oui, la résistance est possible, et bien plus encore. ●

LA FILPAC EN MOUVEMENT

QUESTION DE BILAN

SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

CHERS CAMARADES, le débat qui s'ouvre a pour but de faire le bilan sur l'action de la direction fédérale, le Comité exécutif national, et sur l'activité menée par les syndicats qui composent notre fédération. Avons-nous réussi à mettre en œuvre, tout ou partie, des orientations adoptées lors de notre précédent congrès ? Quels obstacles avons-nous rencontrés ? A quelles insuffisances nous faut-il remédier ? Quelles appréciations portons-nous sur le syndicalisme que nous avons incarné durant ce mandat, dans ce contexte politique, économique et social ? Voilà quelques points qu'il nous faut traiter collectivement pour que la future direction fédérale, que vous élirez à la fin de notre 8^e congrès, puisse en tirer tous les enseignements et ainsi être en capacité de mieux répondre aux attentes.

Le « parti pris de l'avenir » n'est pas que le slogan de notre précédent congrès, c'est un choix syndical global et ambitieux. Quatre années après, nous continuons de subir des politiques impensables de régression sociale, de chômage. Ayrault puis Valls, Macron, Rebsamen, et l'ensemble de la clique gouvernementale poursuivent, en les amplifiant, les mêmes politiques de destruction de notre modèle social solidaire. Dès le départ, le combat pour la sauvegarde de *Paris Normandie* aura été des plus éclairants sur la politique menée. Quand tant d'autres organisations syndicales ont renoncé au syndicalisme de justice sociale pour devenir des accompagnateurs institutionnels des politiques d'austérité, nous nous sommes opposés

à ce que notre Cgt se transforme en ce type de syndicalisme de réformateur libéral. Dans les conflits que nous avons eus à mener contre les fermetures de nos entreprises, les suppressions de nos emplois, les réductions de nos droits et acquis sociaux, systématiquement, nous avons tenté d'élargir les luttes au-delà des murs de l'entreprise, pour faire grandir le rapport de forces.

Lorsque, ensemble, nous avons su faire vivre la solidarité dans l'action, nous nous sommes créés les conditions de victoires potentielles contre les projets patronaux, comme à Alizay, contre la fermeture et pour la reprise de la papeterie de M-Real ; à Rouen, pour le maintien du journal *Paris Normandie* condamné par Hersant ; à l'*Union de Reims*, pour la sauvegarde de plus de 400 emplois ; à la Chapelle-Darblay, en faisant face au projet patronal de destruction de 196 emplois ; à UPM Raflatac, contre la répression syndicale et le licenciement de notre camarade Daniel, que nous avons empêché. Voilà ce qu'il nous faut amplifier urgemment pour sauver les emplois de nos camarades de Wizernes et de toutes celles et ceux qui verront leurs droits, leur emploi menacés à l'avenir.

La brutalité patronale, la violence des décisions gouvernementales, le chômage de masse, la précarité des situations de vie et de travail conduisent nombre d'entre nous à un repli dans l'entreprise. Notre congrès doit permettre de répondre à cette difficulté afin de surmonter ce handicap majeur de notre combat social.

David l'a indiqué hier, entre 2013 et 2014, le nombre de syndiqués à la Filpac Cgt reste stable. Comme il le dit justement, cela peut être un signe d'inversion de courbe, ce que nous espérons, mais peut-être aussi un « effet congrès ». Travaillons

ensemble à confirmer la première hypothèse. Et en dépit de la casse importante de l'emploi dans la filière du papier et du carton, le nombre de syndiqués est quasi constant grâce aux efforts permanents du collectif fédéral du secteur afin de créer de nouvelles bases et travailler la syndicalisation de toutes les catégories de salariés. D'ailleurs, de plus en plus de femmes, de jeunes nous rejoignent. N'hésitons pas à parier sur cette jeunesse et confions-leur les clefs de nos organisations !

Le nombre de nos implantations syndicales augmente, nous nous renforçons dans le secteur de la communication, de la publicité, de la distribution directe, du portage de presse ; nous nous redéployons dans les industries graphiques avec de nouvelles bases, y compris dans les TPE ; nous nous développons dans les secteurs éditoriaux de la presse spécialisée et magazine, de l'édition et aussi de la librairie indépendante.

Relever le défi de la syndicalisation nécessite de revoir nos modes d'organisation sur le territoire et dans nos champs professionnels pour faire face à la fragmentation d'un salariat qui se situe de plus en plus dans les Tpe et les Pme, et de moins en moins dans de grosses structures. Cela nécessite une aide et une présence de la direction fédérale plus soutenue.

Il s'agit aussi d'avoir des liens plus importants avec les structures territoriales de la Cgt pour mettre en place des initiatives locales de renforcement.

Enfin, je terminerai par la dimension internationale de notre activité syndicale. Conformément aux décisions de notre 7^e Congrès, nous avons voulu donner une nouvelle impulsion à notre implication internationale. Nous voulons rompre avec un syndicalisme international institutionnel, relayé au rôle de simple lobby social. Nous avons dû, durant ce mandat, avoir des explications parfois tendues avec nos camarades des structures européennes et internationales. ●

DÉBAT



MARDI 24 NOVEMBRE, 8 H 30 - 12 H 30

DÉBAT SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ

 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

Hubert Strauel (syndicat du Livre Mulhouse) pointe une urgence à procéder à des rectifications de l'activité fédérale. La démocratie syndicale n'est pas respectée car rien n'a été retenu du débat préparatoire au congrès dans sa région. La communication fédérale prend une posture critique systématique à l'égard de Valls, Macron, du gouvernement et de la Cfdt. Ce qui n'empêche pas la Cfdt de progresser. Si les analyses sont pertinentes, font défaut les propositions alternatives notamment concernant les branches, ce qui est une première. Dès lors, faut-il penser que notre fédération est en crise ? Son syndicat portera un avis négatif sur le document d'orientation. Bien des éléments polluent nos relations avec la Fédération, concernant Michel Lucas, qui procède au lock-out de l'imprimerie de l'Alsace, qui sort du SPQR sans que la Fédération n'en dise rien. Nouvelle pomme de discorde, la candidature de Nadia Slimani.

Jean-François Gabala (syndicat Upm Chapelle-Darblay) revient sur la lutte menée contre l'arrêt de la machine 3 et contre les suppressions de postes qui en ont résulté. Dans une entreprise où les salariés sont syndiqués à plus de 50 % à la Cgt, il a été décidé : « notre orienta-

tion, c'est la lutte ». L'équipe syndicale a mené un combat qui a pris toutes les formes possibles, grèves, manifestations locales et régionales, nationales, visites aux pouvoirs publics, adresse aux élus des mairies et de la région, etc. Les médias régionaux en ont rendu compte. Si notre combat se solde par des destructions d'emplois, nous estimons que la combativité, la disponibilité à l'action, se sont renforcées, les élections professionnelles qui viennent de se tenir (près de 98 % pour la Cgt) en font foi. La solidarité, bien qu'insuffisante, a quand même été inscrite au compte de notre action, dont nous sommes fiers.

Bruno Suaire (DS du syndicat Som Cgt) répond à Hubert. Dans le cadre de la mobilisation contre le projet Hersant mettant en péril l'existence de Paris Normandie, l'action a été fédérée, les syndicats ont été sollicités pour participer à une action commune qui a culminé, certes de manière inégale, le 5 juillet 2012. Si le titre a été sauvé, les syndicats ont eu tendance après ce conflit à se refermer sur eux-mêmes. Il convient de considérer la situation de la Pqr dans son ensemble. Mais il existe en ce moment la reconstitution d'un espace de réflexion. Que le Crédit mutuel se retire, les délégués de la Pqr ont réagi, au niveau de la nouvelle délégation en particulier. Nous sommes peu éloignés d'obtenir cette négociation avec le syndicat patronal.

“
Si notre combat se solde par des destructions d'emplois, nous estimons que la combativité, la disponibilité à l'action se sont renforcées, les élections professionnelles qui viennent de se tenir (près de 98 % pour la Cgt) en font foi.
”

Jean-François Gabala (Syndicat Upm Chapelle-Darblay)

Philippe Chardon (Info'Com Cgt Derichebourg) évoque son expérience en cours des contrats de travail et de leurs modification, dans le nouveau groupe. Avec son syndicat, des journées d'études débouchent sur des plates-formes revendicatives. Voilà qui indique des initiatives et qui appelle des communications à venir sur le sujet.

Nicolas Faucher fait part de sa lutte à **International Paper Saillat**. Une grève a tenu cinq jours dans un atelier qui avait sollicité l'aide et l'intervention de son syndicat. La question au centre des revendications était orientée sur les conditions de vie, avec comme cause les rotations imposées par la direction.





Détermination, attention et combativité sont de mise chez les congressistes.

Si le mouvement a eu lieu en mai, il fut préparé en fait dès septembre, ce qui a permis l'adhésion de la majorité des opérateurs. Huit mois de préparation collective ont pu contrer le groupe de travail mis en place par la direction. 98 %, soit 100 salariés, ont fait grève, tout le monde sauf les délégués Cfdt. Le mouvement a démarré à 4 heures du matin, le directeur n'est venu qu'à 9 h 30 avec l'intention de passer par-dessus la Cgt. Mais le soutien du personnel ne s'est pas démenti. Cinq jours de présence 24 heures sur 24, la solidarité a tenu bon, la victoire a été totale et s'est soldée également par l'embauche d'intérimaires.

Gérard Letréguilly (Sip Filpac Cgt)

présente la Fédération comme la résultante d'activités collectives, qui doivent être évaluées de cette façon, que le bilan soit négatif ou positif. Il convient donc d'analyser les causes profondes de la difficulté de mobiliser. Dans la presse, il a été asséné que « *le papier c'est fini, le numérique arrive* », la baisse de la charge de travail s'ensuit. Les Pse se sont multipliés dans nos entreprises, ce qui s'est traduit par un affaiblissement de nos équipes syndicales. D'autant qu'elles constatent que toutes les offensives, tant du patronat que du gouvernement, passent sans trop de réaction. La solidarité ne peut que se construire autour d'un projet commun. C'est bien ce que nous avons fait avec notre projet sur les imprimeries, qui nous a permis, dans l'unité, de déboucher sur une négociation réelle. L'accord obtenu l'a été par ce projet commun. Il faut donc organiser nos filières en intégrant cette expérience.

David Jourdan (Info'Com Etai)

expose la lutte qui vient de se mener dans l'entreprise InfoDigital, conduite par plus de la moitié des journalistes, qui revendiquaient le rétablissement du fil Afp supprimé par la direction. La grève majoritaire a été dénoncée le 2^e jour par la Cfdt. Au matin du 3^e jour, la direction cède sur le fil Afp, et paie 1,5 jour de grève. David en conclut que heureusement la Cgt était là, que l'action de ce fait va être mieux comprise.

“
L'État joue le pourrissement, alors que nous occupons l'usine depuis le 13 juin 2015. La solidarité rompt avec le sentiment d'impuissance, mais est-ce qu'au niveau confédéral on met en valeur nos luttes ?
”

Franck Sailliot
(ArjoWiggins Wizernes)

Cyril Fournet (Syndicat Gascogne Dax)

montre une action qui n'était pas là où on l'attendait, dans le cadre de la difficulté de trouver des solutions. Même si c'est impossible, avons-nous décrété, tentons-le quand même. Bien sûr nous avons rencontré de graves difficultés à mobiliser les salariés. Nous avons bâti notre crédibilité en plusieurs années sur cette solution de trouver un investisseur qui apporte 100 millions dans l'entreprise. Si bien que nous espérons qu'au 1^{er} janvier 2017, un résultat qui ne soit pas négatif ouvre enfin la voie de l'avenir. Cyril appelle de ses vœux une révision de la communication car *Impac* n'est plus lu.

Franck Sailliot (ArjoWiggins Wizernes)

développe son expérience en cours d'un syndicalisme de terrain qui mène l'action depuis que le gouvernement, la Bpi et la direction du groupe Arjo ont lancé leur plan de destruction des usines de production. Le travail syndical se fait avec

les salariés, les élus, et notre lutte a été médiatisée. La Fédération ne lutte pas à la place des syndicats, elle coordonne les actions. Chaque semaine, depuis avril 2014, des actions ont été réalisées, même Hollande a cru bon de recevoir lors de son déplacement les représentants Cgt de la lutte. L'État joue le pourrissement, alors que nous occupons l'usine depuis le 13 juin 2015. La solidarité rompt avec le sentiment d'impuissance, mais est-ce qu'au niveau confédéral on met en valeur nos luttes ? Alizay était une lutte réussie, la nôtre est en cours, alors il faut parler de ceux qui luttent. Sambre et Meuse, Arc International, La Redoute, autant de luttes qui n'ont pas eu la publicité confédérale nécessaire ni la convergence organisée dont elles avaient besoin.

André Solureau (Gascogne Mimizan)

estime que la lutte menée localement n'a pas son correspondant au niveau du groupe. Lui constate qu'à chaque fois et la Fédération et la région Aquitaine ont répondu présent aux sollicitations des luttes et des mobilisations. Nous ne nous adressons pas à ces instances avec la conception qu'elles auraient la solution infuse. Les patrons, eux, disposent de DRH, les moyens sont inégaux. Mais c'est bien à nous de mener la lutte.

François Vida (Info'Com L'Équipe)

évoque les rassemblements solidaires organisés pour Chapelle-Darblay, ArjoWiggins, *Paris Normandie*... Il regrette que la remise en cause de la convention collective de la presse parisienne n'ait pas fait l'objet de tels rassemblements. De même quand une forte mobilisation interne a été menée sur la question du changement de convention collective des employés et cadres, elle n'a reçu ni le soutien ni le renfort solidaire souhaités. Il note une déception chez les salariés après ce mouvement de grève.

Catherine Thaïe (Adrexo Spir)

rappelle qu'elle a été licenciée le 18 juin mais réintégrée le 18 août. Les restructurations en cours chez Adrexo concernent des milliers d'emplois, pourtant le délégué central Cgt n'a pas suivi l'orienta-

tion de la Filpac et a signé le Pse. Ce qui est d'autant dommageable, car la Cgt progresse – plus de 100 syndiqués – et 8 syndicats ont été créés. La Fédération est bien présente, aide et coordonne. Elle indique que les syndicats Fo et Cfdt bloquent la tenue d'élections professionnelles, auxquelles la Cgt aspire.

Christian Pierrat (L'Est républicain)

dénonce une erreur commise sur le site Filpac pendant le mois d'août. Une information non sourcée concernant son titre a semé la panique car elle a été attribuée à la Cgt. Ça lui confirme que la communication de la Filpac doit plus s'inspirer du terrain, d'autant que les salariés tournent le dos à la mobilisation et au mouvement de grève, surtout après *Paris Normandie*.

Marianne Ravaud (L'Harmattan)

dans une entreprise de moins de 50 salariés, présente la solution trouvée pour communiquer et obtenir des renseignements précieux sur la lutte des autres, en l'occurrence l'ouverture d'une page Facebook dédiée à l'information. Nous sommes présentés comme les ennemis publics n°1 par la direction, mais nous recevons l'aide précieuse de notre syndicat Info'Com Cgt.

Les camarades de la papeterie de la Banque de France

remercient l'invitation à assister au congrès de leur nouvelle fédération, la Filpac. La Banque de France a investi 75 millions, ce qui lui était demandé par la Cgt depuis de nombreuses années. Mais au lieu d'en faire bénéficier la papeterie, la direction veut faire payer au personnel cet investissement. Un projet de nouveau statut est arrivé, avec une dévalorisation de 25 % des salaires, la soustraction de 12 jours de congés, la fin du traitement social des personnels de la Banque de France. Mais la direction a réussi à diviser le personnel. Il y aura bien mobilisation, mais peut-être qu'elle arrivera trop tard.

Le délégué syndical d'Oberthur

explique qu'il participe à son premier congrès, qu'il aspire à nouer les contacts syndicaux nécessaires pour soutenir les revendications.

DÉBAT



Fabrice Roy (Ds de PagesJaunes)

revient sur l'aspect politique de la communication syndicale. Lui approuve la différence avec les autres syndicats Cfdt Cgc Cftc et s'associe à la politique défendue. Les employeurs, eux, font de la politique, et comment ! Il se situe dans la position d'un syndicat de classe et note avec plaisir son accord avec le projet d'orientation. Oui, nous avons besoin de radicalisation, affirme-t-il.

Xavier Wattiez (syndicat du Livre de Lille)

pour illustrer les difficultés évoque la lutte menée à Stora Enso. Là, comme à Wizernes, la direction avec le gouvernement ont joué le pourrissement de la situation. Les actions ont été nombreuses, elles ont culminé avec de grandes mobilisations locales. Une journée d'action a même été organisée qui a bloqué l'auto-route. Mais Montebourg et les pouvoirs publics ont joué la montre, en mentant sur la possibilité d'un repreneur. Du coup, les salariés se sont tournés vers une revendication bien connue, la prime à la valise. Dans un bassin d'emplois sinistré, la déception a été grande. Ce qui a manqué, c'est la convergence des luttes, c'est le soutien de structures telles que l'Ud du Nord. On veut avoir de beaux projets comme nous en avons à Marsequel avec le projet Chanvre, si la convergence des luttes n'est pas organisée, alors l'obstacle devient infranchissable.



(...) La communication de la Filpac Cgt n'est pas politique, elle est propagandiste. Je prends pour exemple le rapport Mettling et son traitement qui est caricatural. Il faut prendre en compte l'existant, de nombreux salariés sont auto-entrepreneurs aujourd'hui dans les rédactions. (...)

Jean-François Ropert (SGL-CE)

Jean-François Ropert (SGL-CE)

affirme que la mobilisation ne se décrète pas mais se construit. La communication de la Filpac Cgt n'est pas politique, elle est propagandiste. Je prends pour exemple le rapport Mettling et son traitement qui est caricatural. Il faut prendre en compte l'existant, de nombreux salariés sont auto-entrepreneurs aujourd'hui dans les rédactions, nous devons en tenir compte. La mobilisation ne peut se construire que sur une information claire.

Marc Peyrade précise que la question du compte personnel d'activité et de l'auto-entrepreneuriat est d'importance. Elle doit être traitée au congrès. Il y a des différences d'appréciations que l'ont peut démontrer sur le rapport Mettling. Pour nous son contenu a pour objectif une destruction totale du droit du travail. Nous devons regarder la réalité en face et en discuter. D'ailleurs, nous allons rediscuter de cette question de fonds rapidement pour définir une véritable stratégie syndicale.

Didier Lourdez (SGL-CE)

évoque le dossier de l'Agence France Presse. Cet été, la direction de l'Afp a dénoncé tous les accords d'entreprise et le rattachement des salariés aux conventions collectives de la Presse quotidienne nationale. En parfaite osmose avec le gouvernement qui, lui, appelait à simplifier le Code du travail et à inverser la hiérarchie des normes. Dans le langage patronal, « simplifier » veut dire casser, détruire le code du travail afin de supprimer les droits des salariés pour renforcer ceux du patronat. En s'attaquant au code du travail, l'entreprise entend bien avoir la liberté d'imposer aux salariés les règles qu'elle aura elle-même dictées. Et alors ce dernier n'aura pas d'autre choix que de les accepter... sauf à se faire virer ou à démissionner.

Les conventions collectives de la Pqn sont les bases minimums de nos contrats de travail. Vous l'aurez compris, nous entendons bien agir pour la défense du socle de nos conditions de vie et de travail. Notre syndicat a classé ce dossier comme prioritaire et avons décidé de la porter avec les salariés de l'entreprise. Plusieurs initiatives de mobilisations ont été réalisées avec succès sous l'impulsion du Sglce, du Bureau parisien des cadres et du Snj Cgt.

Toutes ont été réussies par le nombre de camarades présents et la compréhension du dossier par les salariés eux-mêmes. La dernière mobilisation en date s'est soldée par une non-parution des quotidiens nationaux. Nos camarades du Sip ainsi que les syndicats Filpac en Province, bien conscients de notre démarche et de l'attaque faite à nos conventions collectives ont été partie prenante du mouvement. Qu'ils en soient, ici remerciés. Alors où en sommes-nous à l'Afp ?

Un désaccord persiste avec la direction qui à ce jour refuse toujours l'application de la grille salariale et coefficients en vigueur au Spqn.

La deuxième réunion concernait la protection sociale. Alors que la direction avait envisagé de s'adresser à un groupe de protection à caractère privé, elle a confirmé le rattachement des salariés de l'Afp à Audiens, faisant à chaque fois référence au Spqn. Comme quoi, c'est possible. Et nous pensons même que la

non-parution citée plus haut n'y est pas pour rien.

D'autres réunions sont prévues avec des thèmes différents. Nous allons poursuivre le processus de négociation et ferons un point après chaque réunion. Soyez assurés, pour notre syndicat, de notre détermination à voir rattachés les ouvriers et employés à la convention collective Spqn comme c'est le cas depuis des décennies à l'Afp.

Autre dossier, celui de la distribution. Dans ce moment tragique que vient de vivre notre pays, la direction de la Sad annonce la semaine dernière la fermeture de plusieurs plates-formes locales et d'externalisation de charge de travail. S'accompagnant évidemment de réduction d'effectifs.

Il n'y a pas eu de mouvement parce que la direction a reculé sur la teneur des annonces faites, après avoir été menacée de 24 heures d'arrêt. Et parce que nos camarades ont jugé nécessaire d'exercer la mission de diffusion de l'information qui est la leur.

Sur ce dossier, tout le monde a fait un pas de côté, mais c'est reculer pour mieux sauter.

Nos dossiers, il nous faut à chaque fois les mener à chaque un rapport de force à la hauteur des enjeux. C'est notre seule garantie d'être écoutés et entendus.

Il conclut sur une note fraternelle. Le Sglce a décidé d'inviter le congrès mercredi soir à un apéro dinatoire.

Bruno Suaire (Sud-Ouest)

En 2014, la direction avait pour projet la filialisation de la régie publicitaire du groupe. Nous avons organisé une réunion à laquelle ont participé une quarantaine de salariés sur les 160 de la régie. Le 27 septembre, une première grève était organisée.

Devant la surdité de la direction, nous sommes montés en puissance, la solidarité a été plus forte, entre les revendications de la publicité et celles du centre d'impression. Une rencontre qui redonnait de l'humain dans des secteurs qui se côtoyaient peu. Résultat, la direction a dû abandonner son projet. ●

Vote du quitus

Pascal Lefebvre remercie les camarades qui sont intervenus pour exprimer la diversité des situations et poser des questions qui relèvent autant du débat sur l'activité de la Filpac et de ses syndicats que sur ses orientations à venir avant le vote des délégués sur le quitus de la direction sortante.

Pour : 12189, 80,3 %

Contre : 2987, 19,7 %

Abstentions : 1144, 7 %

EUROPE

Trio européen à la tribune de la Filpac

 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

DANIEL PELLET-ROBERT

aborde la politique européenne soumise au capital qui s'est organisé pour mettre en concurrence les travailleurs sur un plan mondial. L'enjeu du syndicalisme est de s'organiser sur la planète afin d'exiger un autre modèle économique et social et les luttes qui s'organisent en Asie, en Amérique du Sud, Afrique du sud, etc., mettent en évidence le refus de l'asservissement des peuples que voudrait imposer le grand capital.

L'Europe elle aussi se mobilise, grève générale en Grèce, grèves en Finlande, au Royaume-Uni, contre les politiques d'austérité. Pas un modèle social n'échappe aux attaques du capital. La crise, les dettes et autres artifices constituent les alibis pour imposer les politiques néo libérales qui se mettent en place alors que d'autres pays comme le Japon avec une dette équivalant à 200 % du PIB ou les USA, avec quasi 100 %, n'imposent la même politique économique et sociale.

Conscient de la nécessité d'unir les bonnes volontés syndicales, l'année 2012 vit la naissance d'Industrial European Trade Union, fruit de la fusion de trois organisations européennes avec des cultures et des pratiques syndicales différentes (Filpac, Ftm, Fnte, Fnme, Thc et Verre-Céramique.fnic). Leur but : Proposer un autre modèle social et économique et terrasser l'idée que l'austérité jugée nécessaire par les pays du Nord n'étant pas dans la zone euro que le sud de l'Europe n'est qu'un vaste marché.

NICO CUE

met l'accent sur le caractère des luttes qui ne sont que défensives et qui se traduisent par des défaites, car accepter de s'asseoir à la table des négociations avec le patronat revient à s'installer sous la table pour ne récupérer que les miettes qu'il veut bien nous concéder. Marché de dupes qui affaiblit le mouvement syndical.

Nécessité, dit-il, d'aller sans arrêt du global au local et du local au global, pour que s'imprègne dans les esprits, que le syndicalisme est la solution car d'autres alternatives existent. D'autres secteurs d'activités entrent en lutte, agriculteurs, artistes, avocats intellectuels qui sont aujourd'hui séparés et qu'il faut rassembler, mettre les uns à côté des autres.

Parce que, dit-il, il y a d'autres solutions à l'austérité, parce qu'il y a des richesses pour tous, parce que le bonheur com-

mun est un droit et qu'il n'y aura pas de bonheurs individuels.

Nous devons aller le clamer partout, nous actrices et acteurs des temps présents. Unissons nos énergies pour tracer les lignes de force d'une nouvelle société plus juste, mettons en commun nos réflexions et menons ensemble des actions jusqu'au renversement du modèle économique et social actuel.

CONSTANT KOUMBOUMIS

nous fait le point sur la situation de la Grèce, avec un tissu social attaqué de toute part, un système de santé quasi détruit, un chômage qui touche 27 % de la population, 50 % de jeunes et plus encore chez les femmes. Réduction des pensions de retraite de plus de 40 % et des salaires également de 40 %, quand ils sont payés. L'Europe n'accepte pas que la Grèce se soit dotée, après quatre victoires électorales, d'un gouvernement de gauche et elle développe une agressivité sans précédent envers ce gouvernement et le peuple grec. Il sera impossible à la Grèce de rembourser une dette qui par ailleurs n'est pas toujours légitime et l'évolution politique au Portugal et aussi en Espagne fait que sur le sujet ne se prend aucune décision.

Il sera impossible à la Grèce de rembourser une dette qui, par ailleurs, n'est pas toujours légitime.

Situation et combat syndical

Dès le début de la crise, une mobilisation sans précédent, plus de 40 grèves générales, mais six années de combats, d'austérité ont fortement réduit le rapport de force. Les gouvernements successifs de droite et de social-démocratie, animés par une Europe de droite, disons plutôt d'extrême droite, ont travaillé à l'érosion des droits des travailleurs et de leurs conditions de travail. Il n'y a plus de conventions collectives.

Ne nous y trompons pas, la Grèce est un laboratoire et ce qu'elle subit se reproduira ailleurs si nous ne modifions pas notre rapport de forces syndicales en Europe, mais aussi dans le monde.

La situation de réfugiés qui par milliers fuient les guerres et leurs dangers et qui débarquent en Grèce, laquelle ne génère aucune réaction xénophobe dans la population qui fait la démonstration de tout le sens qu'elle donne au mot humanisme.

Le peuple grec ne baisse pas les bras, ne tombe pas dans le piège de l'extrême



Nico Cue et Constant Koumboumis après leur intervention à la tribune du congrès.

droite, il garde toujours l'espoir, mais il souffre de cette politique imposée par une Europe qui est inflexible concernant le remboursement de la dette grecque mais autorise d'autres pays à dépasser leur déficit budgétaire.

Espoir, Justice et Liberté doivent rester les trois mots, les trois actions qui donneront à nos peuples une vie meilleure. C'est notre but commun. Nous devons résister. Le chemin se fait en marchant. ●



AUDIENS

LA PROTECTION SOCIALE PROFESSIONNELLE
Culture • Communication • Médias

Nos métiers

HCR SANTÉ VOTRE RÉGIME CONVENTIONNEL ÉVOLUE

Vos partenaires sociaux et les assureurs partenaires se mobilisent pour optimiser la protection sociale des salariés des hôtels, cafés, restaurants.

- Au 1^{er} juillet 2015 : baisse de votre cotisation
- Au 1^{er} janvier 2016 : amélioration significative de plusieurs garanties.

Mise en conformité de votre régime avec les nouvelles exigences réglementaires.

EN SAVOIR PLUS

Retrouvez-nous sur le site www.audiens.org



RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Audiens assure la gestion pour le compte de l'Agirc (cadres) et de l'Arcco (tous salariés du privé), dans son secteur professionnel où les salariés ont souvent des parcours spécifiques. Le groupe organise des séances d'information en entreprise sur les dispositifs de retraite.

ASSURANCE DE PERSONNES

Complémentaire santé, couverture invalidité, incapacité temporaire de travail, décès... des garanties sur-mesure, collectives et individuelles adaptées aux spécificités des professions.

ACCOMPAGNEMENT SOLIDAIRE ET PRÉVENTION SOCIALE

Une politique de proximité à destination de nos publics : aides financières, accompagnement lors de situations de rupture ou de transition (réunion sur le retour à l'emploi, préparation à la retraite, recherche de structures d'accueil médico-sociales, personnes handicapées...).

SERVICES AUX PROFESSIONS DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Audiens prend en charge la gestion d'un nombre croissants de services : études, recouvrement de cotisations... Le développement de ces spécificités renforce notre dimension de groupe de service.

MÉDICAL ET PRÉVENTION SANTÉ

Le Centre de santé René-Laborie s'assure le concours d'une centaine de professionnels de santé : soins, bilans de santé professionnels, centre dentaire, centre optique, centre d'audition.

Il met également en œuvre des dispositifs de prévention santé pour les actifs et les seniors, dans une démarche d'approche globale du patient.




La protection sociale professionnelle est une création continue

INTERVENTION

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, UNE INSTITUTION MAL CONNUE EN FRANCE

PAR BERNARD THIBAUT

CHERS CAMARADES, je veux, pour débiter mon propos, remercier tout d'abord la direction de votre fédération qui m'a sollicité pour partager avec vous quelques réflexions sur la situation sociale des travailleurs dans le monde et alimenter en conséquence les réflexions stratégiques qui doivent mobiliser le mouvement syndical.

Comme plusieurs d'entre vous le savent, c'est désormais en occupant un mandat de représentant des travailleurs au sein du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (Oit) que je poursuis l'engagement qui nous réunit.

Cette institution mondiale, agence de l'Onu, est mal connue en France et singulièrement dans nos rangs, j'en conviens. Raison de plus pour me satisfaire de l'opportunité qui m'est donnée aujourd'hui.

Je ne vais pas absorber le temps précieux de votre congrès pour vous décrire les conditions dans lesquelles, avec mes treize autres camarades issus des différents continents, nous nous débattons pour faire valoir le droit des travailleurs, quelles que soient leur origine, leur confession ou leur couleur de peau.

Ce qui se passe à l'Oit est révélateur des lignes d'affrontements à la fois idéologique mais aussi pratique générées par une économie capitaliste de plus en plus globalisée. L'Oit est la seule agence des Nations unies où sont réunis les représentants de 186 gouvernements, les employeurs, les représentants des travailleurs. Elle est un excellent lieu d'observation des tendances à l'œuvre, des contradictions d'intérêts en présence et des visions qui s'y expriment sur le monde de demain. La situation des travailleurs dans le monde se dégrade. C'est peut-être une évidence pour nous tous, encore faut-il avoir une claire conscience de ce qu'induit cette réalité. Les chiffres sont parfois rébarbatifs, mais souvent ils valent plus que de longs discours.

Je vous en suggère quelques-uns :

- Si le nombre de travailleurs en situation d'extrême pauvreté a considérablement baissé au cours des dernières décennies, il demeure environ **319 millions de travailleurs vivant avec moins de 1,5 dollar par jour**. Si la majorité d'entre eux vit dans les pays en développement, le niveau



21 millions de personnes sont victimes du travail forcé, dont 5,5 millions d'enfants. Les profits illégaux générés par le travail forcé et l'esclavage « moderne » s'élèvent au moins à 150 milliards de dollars.

Bernard Thibault



de pauvreté est également préoccupant dans de nombreux pays industrialisés. Les inégalités se sont creusées dans de nombreux pays au cours des quarante dernières années. La qualité de la protection sociale est liée au niveau de pauvreté. **73 % de la population mondiale ne bénéficie pas d'une protection sociale adaptée. Ainsi, 40 % de la population n'est pas affiliée à un système couvrant les soins de santé. Seulement 12 % des chômeurs perçoivent une indemnisation. 28 % des femmes peuvent recevoir des allocations maternité. 1 retraité sur 2 ne perçoit aucune pension ;**

- L'emploi est un facteur déterminant pour les droits sociaux. La planète recense **plus de 200 millions de chômeurs**, soit près de **30 millions de plus** qu'avant la crise financière de 2008. Le taux de chômage des jeunes est souvent deux fois plus important que la moyenne. Même en progression, le taux d'emploi des femmes reste de **26 % inférieur à celui des hommes**. L'écart de rémunérations entre hommes et femmes est supérieur à 20 % en défaveur d'une population féminine surexposée dans le même temps aux emplois atypiques ;

- L'évolution démographique se traduit par l'arrivée de **40 millions de personnes sur le « marché du travail »**, ce qui suggère que l'économie mondiale devrait être en mesure de créer **plus de 600 millions d'emplois d'ici à 2030**. La population mondiale âgée de plus de 65 ans passera de **8 % à 14 % en 2040 ;**
- Au plan mondial, la moitié de la population active travaille dans le secteur informel, c'est-à-dire sans contrat de travail. Le travail informel progresse dans les pays développés, la France

n'échappe pas à cette tendance ;

- Il y a **2,3 millions de travailleurs qui décèdent chaque année d'un accident** ou d'une maladie liée au travail ;

- Si le travail des enfants a reculé de près d'un quart depuis les années 2000, on compte encore au moins **168 millions d'enfants qui sont astreints au travail** dont 85 millions dans les travaux dangereux ;

- **21 millions de personnes sont victimes du travail forcé, dont 5,5 millions d'enfants**. Les profits illégaux générés par le travail forcé et l'esclavage « moderne » s'élèvent au moins à **150 milliards de dollars ;**

- La moitié de la population mondiale vit dans des pays qui n'ont pas ratifié les conventions 87 et 98, c'est-à-dire les textes internationaux qui protègent la liberté syndicale, le droit de grève, le droit à la négociation collective.

Cette photographie intercontinentale est bien sombre. Elle comporte des contrastes comme en Europe. Ce n'est pas un hasard si nous sommes à la fois sur le continent berceau du syndicalisme mondial et lieu non pas de modèle mais de référence pour tous les défenseurs des droits sociaux. Sans prétention excessive, nous pouvons considérer que la partie de bras de fer qui se joue en Europe sur la consistance des droits des travailleurs et les politiques d'austérité suicidaires est destinée aussi à donner le « la » à une échelle plus globale. Nous entendons cette musique qui laisse entendre que, pour être plus juste, la mondialisation se devrait d'emprunter le chemin de « l'harmonisation par le milieu » : les pays les moins dotés doivent s'engager pour plus de régulation du travail tandis que les pays en pointe devraient assouplir les leurs pour gagner en compétitivité. C'est dans cet ensemble qu'il faut resituer le paquet de réformes du Code du travail, de la protection sociale dont les retraites, le système d'indemnisation du chômage et bien d'autres encore. C'est une compétition par le moins-disant social. C'est sur les mêmes bases que les plans dits « de redressement » de plusieurs pays européens ont autorisé là une mise entre parenthèses du Code du travail ou des conventions collectives, ailleurs la diminution des pensions pourtant acquises par les cotisations. Portugal, Espagne, Irlande, Grèce, Roumanie, Italie, Hongrie, la liste des pays européens concernés est déjà trop longue.

Cette logique est bien sûr mortifère, déjà pour les travailleurs eux-mêmes, ensuite pour les économies nationales qui ne peuvent se développer sur des terres en jachères sociales. Enfin, cette logique est aussi mortifère par ce qu'elle imprime plus



Photo : Alliaou Sayad

largement dans la société. En laissant apparaître l'autre travailleur comme un dangereux concurrent qui, s'il ne vient pas directement chez nous, devient le facteur explicatif avancé par les gouvernements pour s'en prendre aux droits et aux garanties sociales.

Le patronat a sa cohérence. A Genève, siège de l'Oit, il se réfugie derrière la souveraineté nationale des Etats pour résister à l'extension des droits les plus élémentaires pour les travailleurs. Dans des pays, dont le nôtre, c'est la promotion de la négociation décentralisée au point d'ailleurs que d'aucuns imaginent l'avenir reposant sur des contrats individuels, de gré à gré, comme il y a plus d'un siècle, avant que les luttes syndicales ne produisent leur effet.

La mission historique de l'Oit est contenue dans sa constitution. Juste après la Première Guerre mondiale, en 1919, les pays réunis considéraient qu'« une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ».

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les nations conviennent : « La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous. » Or, il n'y a qu'à observer les cartes du monde, celle de la pauvreté, celle de la précarité, celle de l'absence de libertés syndicales, et nous verrons autant de zones de tensions, de conflits, autant de terrains favorables aux manipulations les plus criminelles. La guerre mondiale actuelle est d'abord une guerre sociale. Dans cet environnement austère et hostile, ici comme ailleurs, nous avons besoin de toutes nos forces et de notre unité. C'est ce que nous nous employons à cultiver au sein d'une délégation mondiale dont vous imaginez bien qu'elle est animée d'histoires syndicales et de références politiques très diverses.

Il n'y a aucune fatalité à ce qui se passe et ce n'est pas à vous qu'il convient d'enseigner la part de lutte idéologique qui enveloppe la pensée dominante. Bien sûr qu'il y a de quoi changer la tendance. Il est possible de rendre les multinationales responsables des conditions sociales des salariés qui opèrent directement ou indirectement à leur service sur les divers continents. Il est possible d'imposer le respect des droits sociaux comme un impératif dans les accords internationaux, qu'ils

émanent des Etats ou des groupes industriels et commerciaux. Il est possible de mettre en conformité l'ensemble des pays européens avec les normes internationales du travail. Tout est affaire de volonté politique.

Il nous arrive de marquer des points ! Je voudrais ainsi conclure mon propos en vous relatant brièvement le cas du Qatar.

Beaucoup ont entendu parler des conditions d'exploitation extrême dans ce pays. 1,8 million de travailleurs issus de 130 nationalités différentes pour une population totale estimée de l'ordre de 2,3 millions d'habitants. Ils travaillent et sont hébergés dans des conditions moyenâgeuses, sans équipement de sécurité sur les chantiers, dont ceux pour la Coupe du monde de football en 2022. Ils voient leur passeport confisqué dès leur arrivée par leur employeur, qui les prive ainsi de toute liberté. Lorsqu'ils sont payés, souvent avec retard, leur paie est non pas fonction du travail effectué mais dépend de leur nationalité.

Le syndicalisme y est interdit. C'est une forme d'« esclavage moderne » qui motivait un dépôt de plainte de notre part. Pendant de longs mois, nous ne sommes pas parvenus à obtenir une majorité sur le sujet. Enfin, en novembre, la délégation des travailleurs a exigé un vote du Conseil (cela ne s'était pas produit depuis près de quinze ans dans cette assemblée qui décide le plus souvent par consensus), nous étions prêts à perdre ce vote au nom de la défense des principes fondamentaux. Nous l'avons gagné par 35 voix contre 13 et 7 abstentions.

Une mission officielle de l'Oit va se rendre sur place avant qu'une procédure d'enquête soit probablement ouverte. Malgré les pressions, ses alliances financières et diplomatiques, le Qatar ne pourra plus faire comme avant. Le quotidien des ouvriers ne va pas changer immédiatement, mais cet épisode nous enseigne qu'il est possible de s'attaquer aux zones de non-droit.

Voilà, chers camarades, les quelques points que je pensais utile de partager avec vous.

En vous remerciant de votre attention, je vous souhaite un très bon congrès.

Vive la Filpac Cgt, vive la Cgt ! ●

Bernard Thibault, interview à Impac

Peux-tu illustrer l'actualité de l'Organisation internationale du travail ?

Deux phrases révèlent l'actualité de l'Oit, tirées de deux moments qui se ressemblent, puisque tous deux font suite à une des deux guerres mondiales : « Une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale » (création de l'OIT en 1919).

Ces mots résonnent de façon particulière dans le contexte actuel de réhabilitation de la guerre. L'autre citation ? « La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous » (Déclaration de Philadelphie mai 1944). L'OIT postule depuis sa création que la paix est liée à la justice sociale, l'une ne pouvant exister sans l'autre.

Si l'on superpose la carte où l'on consignerait les zones de non-droits sociaux, d'absence de liberté syndicale, à la carte des nombreux conflits en cours, on verrait l'absolue coïncidence des deux phénomènes. J'ajoute que toute cette pauvreté répandue à une telle échelle est un terreau favorable à toutes les entreprises obscurantistes et réactionnaires.

Mais l'Oit, de quel pouvoir d'intervention dispose-t-elle ?

Il m'apparaît qu'aujourd'hui il n'y aurait pas une majorité parmi les 185 États membres pour créer cette organisation. C'est bien pour ça qu'à l'occasion de son centenaire en 2019, l'OIT doit conquérir des droits réels d'intervention.

Les moyens d'intervention doivent être renforcés de façon que, non seulement les États, mais encore les entreprises doivent être contraints à appliquer les conventions internationales adoptées. Il s'agit bien entendu des multinationales qui s'appuient sur des États défaillants pour accentuer leur exploitation du travail humain.

Les différentes conventions de l'Oit, groupées, forment en fait une espèce de Code du Travail international. À l'inverse, aujourd'hui, les conventions sont remises en cause au gré du bon vouloir des différents pays. La responsabilité des États et des multinationales doit être établie et l'Oit doit pouvoir imposer sa légalité, celle d'une commission de l'ONU au même titre que l'Organisation mondiale de la Santé, par exemple.

Mais l'Union européenne a été bâtie comme une institution de non-droit social...

Je considère l'Europe comme le berceau du droit social, et singulièrement la France. Sans parler de modèle exportable, c'est le plus haut niveau du droit social européen qui peut servir de point d'appui en d'autres points du Globe.

La France, derrière l'Espagne, est le deuxième pays pour la ratification des conventions internationales, soit 134 sur 180. L'Autriche, par exemple n'en a ratifié que 40. Et d'ailleurs, le Medef insiste pur rompre avec la convention 158, qui stipule que tout employeur ne peut licencier sans motif recevable. A l'opposé de la concurrence intra-européenne où les législations sociales sont jouées à la baisse par la concurrence, l'Oit fournit des conventions qui peuvent unifier par le haut un droit social commun à tous les pays de l'Union. ●

Bernard Thibault prépare un livre pour le début de l'année prochaine, illustrant ses propositions pour conférer à l'Oit un pouvoir réel. Il y exprimera l'une des préoccupations, la guerre en cours est d'abord une guerre sociale.

RETRAITÉS ET ACTIFS

L'alternative, TOUS ENSEMBLE

PAR DANY MULLER

LA RÉDACTION DE L'IMPAC reprend les principales lignes de la déclaration de Dany Muller, secrétaire général de l'Ufr Filpac Cgt.

« Nous avons parcouru, avec attention, le projet d'orientation du 8^e Congrès fédéral. Document ambitieux qui s'inscrit dans la réalité sociétale et, en partie, dans la continuité du 7^e Congrès. Mais répond-il aux aspirations et aux préoccupations immédiates des salariés ? Sommes-nous en phase avec la réalité du terrain ? Mesurons-nous que nous sommes à la fin d'un modèle économique et social si ce n'est à sa refondation ? Faut-il uniquement rejeter ou alors ouvrir des perspectives ? Peut-on remettre en cause l'ordre social sans y intégrer la dimension politique ? Syndicalisme et politique font-ils bon ménage ? L'un peut-il se passer de l'autre tout en gardant notre indépendance de pensée et d'action ? Pour pouvoir y répondre il faudrait, avant tout, réinstaurer la culture du débat ne serait-ce que pour ne pas instaurer une institutionnalisation intellectuelle dans notre fédération. Dans le projet d'orientation, les retraités, je ne parle pas de la retraite, ne sont pas la préoccupation première, même s'il y figure le mot intergénérationnel. Encore faudrait-il donner un contenu à ce mot, ce qui faciliterait les rencontres intergénérationnelles. Pour cela nous devrions être beaucoup plus proches l'un de l'autre et les lieux de rencontres sont variés. Que ce soit la famille, les amis, l'entreprise, toutes les structures syndicales et politiques, le lieu de résidence, la vie associative, etc.

Au fait, c'est quoi un retraité ?

Un retraité est un ancien salarié, qui a été exploité en travaillant et bien qu'il n'ait plus de patron sur le dos, il continue d'être exploité. Il a des besoins élémentaires de pouvoir d'achat, il est victime de la précarité, de la politique d'austérité, il souhaiterait pouvoir profiter pleinement de sa nouvelle vie. Il participe à la vie économique et sociale. Nos revendications, nos champs d'intervention comportent donc de nombreuses similitudes avec celles des actifs.

Alors pourquoi le chacun pour soi ?

La continuité syndicale c'est renforcer l'Ufr, la Filpac, la Cgt. Or, pour un futur retraité, la continuité syndicale n'est pas évidente. Elle l'est pour certains par sympathie, pour d'autres par fidélité, elle est naturelle pour ceux qui ont une conscience de classe. Et il y a les millions d'autres qui pensent que d'être syndiqué à la retraite ne sert à rien. Militer oui. Mais dans quelle structure ? Dans la Fédération, là où nous avons une autonomie financière et de fonctionnement ? Dans une section mul-



Nous représentons les préoccupations de 15 millions de retraités.

tipro ? A l'Usr, Ul, Ud, Ucr, la palette est large. Militer mais pour quoi faire ? Faire le nombre ? Devenir des spécialistes de la proximité ? Des piliers de la vie associative ? Veut-on nous intégrer pour mieux nous laminer ? Et pourtant, nous représentons les préoccupations de 15 millions de retraités.

Nous revendiquons notre place, rien que notre place, mais notre juste place...

Nous avons des revendications ; des idées pour que la transformation sociale qu'aborde le projet d'orientation bénéficie à tous, actifs et retraités, en tenant compte des erreurs que nous avons pu commettre.

Pour le syndicalisme retraité la seule référence au territoire n'est pas la solution. Il en est de même, pour le syndicat d'entreprise. Se replier sur le seul territoire, sur l'entreprise, c'est faire abstraction de la solidarité. C'est se fragiliser. C'est la porte ouverte à l'explosion des structures existantes. C'est la fin du rapport de forces, des acquis conquis, de la démocratie syndicale, avec le risque à l'adaptation sociale patronale. Et pourtant il y aurait matière à réflexion pour adapter l'activité syndicale à notre époque.

L'Ufr souhaite que l'on revienne aux fondamentaux de l'action syndicale, gage de réussite pour la mise en place d'un modèle social qui prenne en compte les besoins de l'homme en tenant compte de la diversité de pensée du salariat et des retraités d'aujourd'hui, sans se braquer face aux évolutions technologiques, aux enjeux économiques, mais être force de propositions et de perspectives. C'est le rôle du syndicalisme et ce rôle aucun parti politique ne pourra le remplacer.

Exclure du débat les retraités, c'est rendre encore plus compliquée la bataille pour la transformation sociale, fil rouge de l'orientation du 8^e congrès de la Filpac-Cgt. Pour l'UFR, le « tous ensemble » est l'objectif incontournable pour réussir toute avancée sociale. Il est le socle de la solidarité. ●

Synthèse de la rédaction

ORIENTATION SYNDICALE

Choisir son camp

SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

MARC PEYRADE ouvre le débat sur l'orientation syndicale : « Dans un premier temps, nous devons nous poser une question claire relevant d'une inquiétude légitime : sommes-nous à la veille d'un crescendo sécuritaire pouvant nous amener à un putsch contre les libertés, dans le prolongement d'une déclaration de guerre désignée comme permanente ? Ce n'est certainement pas le meilleur moyen d'éradiquer les causes du terrorisme. Ce que nous voulons, c'est faire gagner la paix.

Dans ce contexte, nous ne devons pas édulcorer une situation sociale de plus en plus dégradée où les salariés sont poussés soit au suicide, soit à la radicalisation. La question posée par les travailleurs d'Air France avec la chemise déchirée, aboutissant le 2 décembre à la pénalisation de nos camarades avec licenciements et poursuites judiciaires, nous donne une responsabilité toute particulière. Ce jour là, nous devons affirmer notre volonté de résistance collective.

Nous devons être solidaires des salariés qui subissent la souffrance au travail, des luttes de nos camarades d'ArjoWiggins et de l'afp Nous devons aussi nous poser la question sur la façon d'élargir et de populariser les luttes en travaillant plus avec le monde associatif.

Nous devons aussi prendre l'accumulation des rapports, dont celui de Mettling, comme des étapes qui aboutiront à une loi Macron 2, comme aboutissement de la destruction du droit du travail tel qu'on le connaît aujourd'hui. Dans ce contexte, nous devons œuvrer à créer les conditions d'un vaste rassemblement qui doit nous sortir de l'état du cadre qui nous est fixé pour dégager des solutions alternatives dignes d'un véritable droit social protecteur pour les salariés. C'est bien cela que veut dire choisir son camp. » ●



DÉBAT ORIENTATIONS

MARDI 24 NOVEMBRE, 14 H 30 - 18 H 30

TOURNÉS VERS L'AVENIR

 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

MARC PEYRADE, avant l'ouverture du débat fait une rapide mise au point sur le rapport d'ouverture du congrès.

Quatre axes :

- 1) **Événements du 13 novembre, état d'urgence au nom de la sécurité, restriction des libertés, notamment syndicales, il nous faut avoir une expression sur ces sujets.**
- 2) **Analyse de la situation réelle. Souffrance au travail qui conduit à la radicalisation des salariés face aux attaques patronales.**
- 3) **Solidarité dans les luttes, ArjoWiggins, Afp, ...etc. Éveiller ou créer la solidarité pour qu'une notion d'appartenance au même monde, à la même classe investisse les consciences. Aller chercher les convergences solidaires avec d'autres mouvements, associatifs ou politiques, qui partagent nos points de vue.**
- 4) **Loi Macron 2, destruction du droit social, tout cela mérite une mobilisation de grande ampleur. L'émancipation de notre syndicalisme, son rapport avec la politique pour promouvoir une autre société. Il nous faut relever la tête et avoir une vision à long terme. Mener des campagnes revendicatives plutôt que des négociations stériles.**

Débat

Notre congrès se déroule dans une période d'une extrême gravité. Les guerres menées par des « démocraties » contre des obscurantismes laissent derrière elles des guerres civiles permettant l'essor du pire, comme l'implantation de l'extrême-droite religieuse qu'est Daesh. Depuis ce vendredi noir, le vote d'une seule voix de la prorogation de l'état d'urgence menace l'Etat de droit et les libertés.

Agir pour rassurer une population conditionnée médiatiquement et politiquement par la peur en imposant le totalitarisme comme modèle de société est illusoire.

Agir sur les véritables causes en décrétant l'état d'urgence social comme seul et unique moyen donne du sens à un projet de société viable et porteur d'espoir.

Les lois Rebsamen et Macron et déjà l'Etat annonce la loi Macron 2. Le Code du travail est dans leur collimateur comme étant le nouveau responsable d'une économie en manque de croissance.

Les milliards du CICE manquent pour que s'accomplisse une politique sociale et renforcent le désespoir d'une partie des citoyens. Le FN devient le principal bénéficiaire de cette politique, avec tout ce qu'il représente comme dangers pour les libertés, la démocratie et sa politique de préférence nationale faisant de l'étranger le bouc émissaire responsable des maux de notre société !

La CGT doit clairement identifier cette politique afin de mieux la dénoncer en proposant une alternative pour améliorer nos vies citoyennes et professionnelles.

Notre syndicat Info'Com a donc décidé, d'intervenir sur les champs politiques et sociétaux par le biais d'argumentaires et de campagnes d'affiches en utilisant plus fréquemment les réseaux sociaux. Les syndicalistes ne doivent plus rester dans un rôle de spectateur, mais établir les responsabilités des auteurs, dénoncer leurs logiques politiques qui conduisent à la destruction des acquis. La discussion a continué sur l'état d'urgence, et pour certains camarades l'interdiction de manifester, de continuer les actions engagées conduira à la fermeture des entreprises dont les personnels sont en lutte pour que continue l'activité y continue, comme ArjoWiggins où les salariés sont déterminés pour aller, quoi qu'il arrive jusqu'au bout de leur combat.

Le global et le local, quand en parler et comment ? Le local ne suffit plus. Les incidents du 13 novembre ont permis à Hollande de se positionner en homme fort chez les responsables politiques internationaux.

Si nous ne descendons plus dans la rue,

Les syndicalistes ne doivent plus rester dans un rôle de spectateur, mais établir les responsabilités des auteurs, dénoncer leurs logiques politiques qui conduisent à la destruction des acquis.



Photo : Allaoua Sayad

nous sommes fichus. Les syndicats se sont dépolitisés et le débat interne s'est appauvri. Comment doit-on structurer notre syndicalisme dans un environnement technologique et politique en pleine mutation ?

Le programme des Etats généraux de la presse évoqué par le syndicat Info'Com qui dénonce l'accélération de la concentration des médias dans de grands groupes nationaux.

Cette spoliation du pluralisme ne suffit plus, il faut maintenant supprimer nos acquis sociaux et nos conventions collectives.

Certaines organisations Cgt résistent, s'opposent, se mobilisent et proposent des solutions alternatives. Cependant des disparités trop importantes se font jour en termes de mobilisations, de coordinations, de soutiens ou de convergences des luttes pour contrer efficacement les attaques patronales.

Ce congrès devrait être l'occasion de pointer nos insuffisances à tous les niveaux : confédérales, fédérales et syndicales, afin d'essayer d'y remédier.

Accuser ou reporter la faute sur la structure « d'en haut » est le réflexe classique qui permet de se rassurer, mais qui ne règle pas le problème de fond.

Chacun a un rôle à jouer, pour aider toutes les structures de la Cgt à agir, à argumenter et à travailler au débat démocratique permettant d'éveiller les consciences.

Reproche est fait, par le syndicat Info'Com, sur le fonctionnement de la fédération, son manque d'activité, de réactivité, de solidarité à l'égard de certains conflits ou luttes et une absence de vision d'avenir pour les secteurs d'activités que nous couvrons. Nous

regrettons le manque d'ambitions qui ne permet pas de fédérer les syndicats sur des axes communs ou d'entrevoir de nouvelles pistes revendicatives et syndicales pour les journalistes, ce qui nous oblige au mieux à résister et non à conquérir.

La Filpac-Cgt ne peut se contenter de déclarations d'intention. Elle ne peut surtout plus éluder les questions de fond là où les salariés nous attendent.

Notre syndicat Info'Com a pris la décision de limiter sa présence dans les instances de direction de la fédération, de ne plus y consacrer autant de force pour le résultat que l'on connaît. En revanche, notre syndicat sera toujours présent et disponible pour répondre à l'action revendicative de notre fédération.

L'union nationale au nom de la sécurité, allons-nous vers une régression sociale ? Il nous faut intégrer la politique dans nos discussions, l'accord transatlantique (Tafta) qui porterait atteinte aux démocraties en s'opposant aux politiques sociales qu'elles seraient tentées d'appliquer. L'état d'urgence ne peut nous empêcher d'avoir un avis sur Cop 21 et ne nous laissons pas succomber dans une confrontation xénophobe. C'est dans les entreprises qu'il nous faut dénoncer les politiques menées qui conduisent à la dégradation des conditions de la classe ouvrière dont nous sommes.

Le besoin de développer l'envie de se battre s'est également manifesté, d'éveiller l'espoir et des perspectives qui donneront confiance dans l'avenir. Le congrès aura pour tâche demain, d'intégrer dans sa résolution les fruits de la discussion d'aujourd'hui. ●

PUBLICITÉ

AG2R LA MONDIALE

Santé & Prévoyance

ON SE COMPREND MIEUX QUAND ON EST PROCHE



Nous sommes l'interlocuteur privilégié des branches professionnelles dans la mise en place et le suivi des régimes de protection sociale complémentaires conventionnels de santé et de prévoyance.

Déployés sur plus de 100 sites en région, nos équipes de terrain interviennent au plus près des entreprises et des salariés, des employeurs et des particuliers.

Et, **solidaires** parce que nous ne voulons oublier personne, nous renforçons notre **engagement social** auprès des plus fragiles.

EXPERTISE
ACCOMPAGNEMENT
PROXIMITÉ
SOLIDARITÉ

Pour en savoir plus : Joël Bienassis
Direction des Accords Collectifs
Tél. : 01 76 60 85 32
dac-interpro@ag2rlamondiale.fr

AG2R LA MONDIALE DÉPÔTEUR MARQUE DÉPOSÉE. AG2R LA MONDIALE, LE SERVICE CLIENT, LE DÉPARTÉMENT DES ACCORDS COLLECTIFS, LE DÉPARTÉMENT DES ACCORDS COLLECTIFS DE SANTÉ ET DE PRÉVOYANCE. CRÉA PHOTO: PHOTON / LE DÉPARTÉMENT DES ACCORDS COLLECTIFS

PROFESSIONNELS DES MÉTIERS DE SERVICES, VOUS PASSEZ TOUT VOTRE TEMPS À PRENDRE SOIN DES AUTRES.



ET VOUS ? QUI PREND SOIN DE VOUS ?

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES

WWW.KLESIA.FR

CONSEIL > EXPERTISE > FORMATION

SECAFI
Groupe ALPHA

Depuis 30 ans, SECAFI est au service des élus des CE et des CHSCT.

L'expérience, accumulée auprès des 2 000 CE et CHSCT que nous assistons chaque année, nous permet de vous proposer des solutions adaptées.

Nous vous accompagnons pour comprendre, construire et agir sur :

- Les choix stratégiques de votre entreprise
- L'emploi et les rémunérations
- Les conditions de travail

Pour construire avec vous :

- Des actions préservant la santé au travail
- Des alternatives viables pour les salariés
- Des solutions concrètes aux projets de réorganisation
- Un dialogue constructif entre les acteurs de l'entreprise



Des spécialistes sectoriels répartis sur tout le territoire pour une réactivité optimale

« Secafi, réconcilier l'économique et le social »
www.secafi.com • Tél : 01 53 62 70 00 • contact@secafi.com

eurocom
www.eurocomfrance.fr

Supports de communication, Travaux et bagagerie, Matériel sportif et récréatif, Objets promotionnels

Votre partenaire événementiel

Un panel complet de services adaptés aux besoins de votre syndicat

Avec Eurocom, révolutionnez la com



Chapeau, Batterie, Bagagerie, Stylus, Conférencier, Tee-shirts, Badges, Drapeau, Tour de cou, Côté USB

Une interlocutrice unique, Un service d'infographie, Respect des délais, Livraison gratuite

Contactez Stella :
@ stella@eurocomfrance.fr (06 50 64 15 99)
www.eurocomfrance.fr (01 39 95 75 72)
8-10 Rue Emile Sehet, ZA des Châtaigniers - 95150 TAVERNY

PORTRAITS

Carlos Tunon, « Il ne faut rien lâcher »

Délégué syndical de l'entreprise Canson (groupe papetier Amelin)

PAR YVON HUET



Pour les beaux-arts et l'école

Notre usine se trouve à Annonay, en Ardèche, et le siège social est à Caen. Avec une production de 16 000 tonnes par an et un chiffre d'affaires de 60 millions d'euros nous travaillons dans le cadre d'une mondialisation avec des filiales au Brésil, en Australie, en Pologne, en Chine, en Italie, en Espagne et aux Pays-Bas. 270 salariés y travaillent actuellement contre plus de 600 en 2002.

Pour en arriver là, toutes les procédures ont été utilisées, fermeture d'outils, Pse, cessions et fusions. Pour la fabrication du papier, nous ne disposons plus

que d'une machine. Nous produisons des cahiers, des pochettes, du papier dessin, pour les beaux-arts et l'activité scolaire.

La direction attaque

En juin dernier, la direction nous a proposé un accord de maintien de l'emploi dans le cadre de l'Ani. On l'a refusé en bloc. Ils l'ont retiré. Ils voulaient aussi ouvrir un Pse (50 licenciements), en dénonçant tous les accords d'entreprise. Face à cette agression, nous avons organisé des débrayages.

Un combat sans concession

Pour déjouer le Pse, les salariés nous ont attachés à une voiture à l'extérieur de l'usine pour ne pas permettre le démarrage du processus. Le directeur a constaté qu'on ne pouvait pas aller en réunion. « Agressé » par un œuf, il a porté plainte en disant que c'était un caillou, mais comme cela n'a pas laissé de trace, il n'a pas pu aboutir à des poursuites. Après ce fiasco, la direction a tenté de renégocier l'accord de 35 heures en provoquant une baisse des salaires de 10 % à 20 %. Nous avons fait voter les salariés après une dizaine de réunions. Ils ont refusé en bloc les baisses de salaires et les dégradations des conditions de travail.

Dans l'entreprise, le rapport de forces est favorable à la Cgt, 70 % aux élections professionnelles contre 30 % à la Cfdt. Le groupe Amelin maintient toujours la pression sans afficher sa stratégie de liquidation. Il faut donc continuer et surtout ne rien lâcher, même si c'est dur, en pratiquant la démocratie ouvrière à chaque moment de la lutte. ●



Le groupe Amelin maintient toujours la pression sans afficher sa stratégie de liquidation.

Carlos Tunon



Jamel Sadek et Menvin Vencatasamy, « Des conditions de travail inacceptables »

Cyclocity, filiale de Decaux

Délégués syndicaux au Ce, rattachés aux syndicats de la publicité de la Filpac

PAR JEAN-PIERRE GHIOTTO



Vélib : le revers de la médaille

Jamel Sadek et Menvin Vencatasamy sont salariés de la société « Cyclocity », filiale de Decaux, chargée de l'entretien des 20 000 « Velib » désirés par la Mairie de Paris. 483 salariés dont 64 mécaniciens cycles qui ont le rôle de réparer actuellement 5 000 vélos abîmés, détériorés, dégradés.

Pour les 64 mécaniciens, le travail s'effectue dans des conditions impropres à la bonne réalisation de leur tâche. Une expertise de la société CEDAET, mandatée par le CHSCT met en avant des conditions de salaire et de travail qui sont très éloignées des notions de productivité imposées aux salariés. Poste de travail et outillage inadapté et des conditions salariales ne correspondant pas à la qualification demandée pour réaliser les réparations.

Les salariés de Cyclocity dépendent d'une convention collective de « vente d'articles de sport » alors que leur service clientèle s'est vu primé dans la catégorie conventionnelle « transports individuels ».

Inacceptable!

Jamel s'est syndiqué il y a huit ans pour aussitôt prendre des responsabilités syndicales comme Dp et délégué Ce et constate avec regrets qu'il n'existe aucun dialogue social dans cette société. Le Drh qui gère la société est soumis au Drh de chez Decaux qui est d'ailleurs le président du Ce de Cyclocity.

Menvin, travailleur handicapé (seul son bras droit est valide), embauché comme mécanicien, a travaillé pendant plus d'un an sur un poste non aménagé pour son état tout en réussissant malgré tout à rénover 5 à 6 vélos par jour.

Il aura fallu qu'il soit victime d'un accident à son bras valide pour obtenir après plus d'un an un poste adapté à son état. Cette société, comme beaucoup d'autres ne respecte pas les directives nationales, qui sont de 6 % de postes pourvus par des travailleurs handicapés. Elle en emploie seulement 2 %.

Devant ces conditions inacceptables, Menvin s'est syndiqué et a été élu comme délégué au comité d'entreprise.

Jamel et Menvin sont rattachés aux syndicats de la publicité de la Filpac. ●

Pour vous tous, le mot solidaire a un sens

Philippe Escuredo,
secrétaire général du Comité du Livre
du Secours populaire français

SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

Bonjour à tous, Depuis le congrès du 3 novembre, je suis devenu secrétaire général. Je vais donc m'atteler à poursuivre les actions menées par les équipes précédentes, depuis 1958. Je sais que pour vous tous le mot « solidaire » a un sens.

Pour de trop nombreuses personnes, la vie n'est plus que solitude et précarité. Comment lui trouver un sens ?

En encourageant nos missions, vous devenez des acteurs solidaires et fraternels, soucieux d'améliorer leur quotidien.

Vous nous aidez à briser leur isolement en soutenant nos actions, concrètes et quotidiennes. Grâce à vos dons, vous nous permettez de leur apporter, au-delà d'une aide matérielle, le bonheur et la chaleur d'une relation humaine qui leur permette de vivre dignement. Les enfants, les jeunes en subissent concrètement les conséquences : 3 millions d'enfants vivent sous le seuil de la pauvreté ; 140 000 enfants

INTERVENTION



décrochent chaque année du système scolaire ; 1 jeune sur 5 ne sait ni lire, ni écrire, ni compter correctement à 15 ans ; 23,7 % des jeunes actifs âgés de 16 à 24 ans sont au chômage et un quart des sans-domicile-fixe sont des jeunes entre 18 et 29 ans. Avec la participation de tous, on peut contribuer à réduire ces injustices.

La notion d'inégalités croissante est scandaleuse. La solidarité humaine, directe et chaleureuse même si elle ne règle pas tout, est indispensable et contribue à éveiller les consciences. Et vous tous, syndicalistes, jouez votre rôle de solidarité en érigeant ces valeurs fondamentales en principe.



Je terminerai en vous citant la devise du Secours populaire français : « Tout ce qui est humain est nôtre ! » Merci à vous tous de continuer à soutenir le Comité du Livre, du Papier et de la Communication. Bon congrès et bons débats. ●

LE CONGRÈS

PROGRAMME du mercredi 25 novembre / 8h>18h30

8 h 00 Réunion du bureau du congrès

QUATRIÈME SÉANCE

8 h 30	Projet fédéral Introduction 1 ^{er} thème : « Rassembler pour revendiquer »
8 h 45	Débat
10 h 10	Pause (20 min) 
10 h 30	Introduction 2 ^e thème : « Construire la solidarité »
10 h 45	Débat
12 h 00	Intervention de Simons Dubbins, président d'Uni Graphic Europe, Unite GB
12 h 30	Élection de la présidence de la 5 ^e séance <i>Fin de la 4^e séance</i>
12 h 40	Déjeuner 

CINQUIÈME SÉANCE

14 h 00	Introduction 3 ^e thème : « Choisir son camp »
14 h 15	Débat
15 h 30	Pause (20 mn)
15 h 50	Intervention de l'amicale de Châteaubriant
16 h 05	Introduction 4 ^e thème : « Vaincre l'austérité »
16 h 20	Débat 
17 h 20	Vote global du document + Pause (10')
17 h 30	Résolution d'actualité
18 h 00	Résultat du vote global Élection de la présidence de la 6 ^e séance <i>Fin de la 5^e séance</i>
18 h 30 - 20 h 00	Débat (patio) « Pourquoi parler de transformation sociale? » (débat en partenariat avec l'association Omos, Observatoire des mouvements de la société)
21 h 00	Réunion de la commission des statuts Réunion de la commission des candidatures au CEN

Soirée libre

SYNDICATS & IRP / le Réseau JDS vous aide à...



Construire les revendications



Peser dans les négociations



Préparer l'action !

En conjuguant l'analyse économique et la stratégie juridique, le Réseau JDS vous donne les moyens de décider et d'agir.

JDS **avocats**

conseille et défend les salariés et leurs représentants

www.jdsavocats.com

JDS **experts**

analyse les enjeux économiques dans l'entreprise

www.jdsexperts.com

▷ **CONTACT**

Julie Dandoli

01 48 96 14 48

jdandoli@jdsavocats.com

Rapport commission mandats et votes

237 délégués actifs et retraités dont 73 délégués porteurs de voix. L'ensemble des voix disponibles à la Fédération est de 16 787. L'ensemble des délégués représente 16 447 voix soit 97,97 % des voix disponibles à la Fédération. Ces voix seront la base de référence de tous les votes émis pendant le congrès. Le congrès est légitime et peut donc valablement voter le quitus à la direction sortante, le document d'orientation et élire la nouvelle direction fédérale.

Seules 23 déléguées sont des femmes
Pourtant, les femmes représentent plus de 50 % du salariat de tous nos secteurs réunis. Le congrès est encore loin de refléter l'évolution du salariat dans toutes ses composantes catégorielles et statutaires, autrefois essentiellement industriel et « masculin » qui s'oriente aujourd'hui vers un salariat de plus en plus précaire et fortement féminisé et jeune, notamment dans les secteurs de la distribution ou de la publicité.

214 délégués sont des hommes
La moyenne d'âge des congressistes est de 49 ans. 48 pour les femmes et 49 pour les hommes.

Beaucoup reste à faire pour préparer le renouvellement générationnel de notre fédération. **14 jeunes congressistes ont moins de 35 ans, dont seulement 4 ont moins de 30 ans.**

Concernant les catégories professionnelles des délégué(e)s :
160 sont des ouvriers,
21 des employés,
16 des techniciens,
31 sont des ingénieurs ou des Cadres,
9 délégués ont un statut indéterminé, c'est-à-dire non renseigné.

La répartition entre actifs et retraités est la suivante :
219 délégués actifs,
18 délégués retraités.

La plus ancienne déléguée vient du syndicat local Filpac Cgt de Nantes : **Paulette Sauderais.**
Le plus ancien délégué est membre de la Section unitaire des retraités du Livre Cgt de Paris : **René Dewaele,** 88 ans.
La plus jeune déléguée : **Lise-Marie Papazian** 36 ans, syndiquée à ArjoWiggins Rives & Charavines Cgt.
Le plus jeune délégué travaille chez Oberthur Fiduciaire : **Romain Orhant,** 28 ans.

